

Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Composition droit/procédure

N° Anonymat : QYHWE922 AB Nombre de pages : 12

17 / 20

Concours : ENM - Concours n°1 - 2020

Epreuve : Dissertation - droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



"La relativité de l'autorité de la chose jugée"

Dans un arrêt du 11 avril 2019, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation a énoncé que l'autorité de chose jugée du jugement ayant rejeté une demande en nullité du congé fondée sur l'insanité d'esprit de son auteur s'oppose à une nouvelle demande fondée sur une autre cause d'irrecevabilité qui ne constitue qu'un moyen nouveau. Cet arrêt qui renforce l'étendue de l'autorité de la chose jugée permet de s'interroger sur la relativité de cette notion.

L'autorité de la chose jugée doit s'entendre comme la vérité judiciaire s'attachant à un jugement et empêchant ce dernier d'être remis en cause perpétuellement lorsqu'il s'attache à une triple identité de parties, d'objet et de demande. L'article 1355 nouveau du Code civil énonçant cela est précisé par les dispositions du Code de procédure civile et notamment l'article 480. Le caractère relatif de l'autorité de la chose jugée doit quant à lui se comprendre comme les limites de cette autorité. Enfin, l'autorité de la chose jugée doit être clairement distinguée de l'opposabilité d'un jugement, qui le devient dès lors qu'il a été notifié aux personnes à qui on souhaite l'opposer. Elle doit encore être distinguée de la force jugée, qui est attribuée à un jugement qui n'est susceptible d'aucun recours suspensif d'exécution (article 500 du Code de procédure civile). L'autorité de la chose jugée suppose donc qu'aucune nouvelle action ne pourra être introduite lorsqu'elle répond à ses conditions et à son domaine d'application.

N°

119

De prime abord, l'autorité de la chose jugée est un principe fort en droit civil et que peu de relativité n'y est attaché. En effet, cela s'explique notamment par les enjeux derrière cette notion. L'autorité de la chose jugée permet d'ancrer un certain poids à la vérité judiciaire et donc de manière plus générale aux décisions juridiques rendues par la justice civile. Par ailleurs, en mettant un terme au litige sans possibilité de le récupérer, l'autorité de la chose jugée participe au but du procès civil, à savoir apaiser les conflits entre les parties au procès. Enfin, ne pas remettre en cause perpétuellement les litiges déjà tranchés participe de la bonne administration de la justice. Cette force de l'autorité de la chose jugée se constate à plusieurs égards. Tout d'abord, la chose jugée est non seulement une fin de non-recevoir (article 122 du code de procédure civile) mais peut être relevée d'office par le juge (article 125 du même code), ce qui dénote de son importance. Par ailleurs, dans un arrêt de la première chambre civile rendu en date du 5 juillet 2017, la Cour de cassation précise qu'une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) condamnant la France n'a pas pour effet de remettre en cause l'autorité de chose jugée d'une décision devenue irrévocable. Ainsi, en droit civil, la question de la relativité de la chose jugée ne semble pas se poser.

Toutefois, la relativité de l'autorité de la chose jugée se constate de plus en plus fréquemment en droit civil. D'une part dans ses conditions d'applicabilité et d'application, l'autorité de la chose jugée s'avère être relative. En effet comme le précisent les dispositions légales, seuls certains actes et seuls certains éléments de ces actes bénéficient de l'autorité de la chose jugée. Par ailleurs traditionnellement, l'autorité de la chose jugée n'est un obstacle à l'ouverture d'une nouvelle action que pour les parties au procès et non aux tiers, ce qui a pour conséquence de rendre l'autorité de la chose jugée relative. D'autre part, la relativité de l'autorité de la chose jugée se remarque dans ses effets : elle peut à bien des égards être remise en cause. C'est notamment le cas depuis l'introduction par la loi du 18 novembre 2016 du réexamen en matière civile aux articles L.452-1 et suivants du Code de l'organisation judiciaire, même si aujourd'hui restreint en matière d'état des personnes. La relativité croissante de l'autorité de la chose jugée peut s'expliquer par plusieurs aspects. Tout d'abord, par l'importance accrue qu'a pris le droit d'accès au juge en matière civile, et notamment du droit d'ce que sa cause soit entendue : tout cela manifestement par

l'influence de la jurisprudence européenne en matière de droits de l'homme. Puis, si l'autorité de la chose jugée protège la vérité judiciaire, elle ne garantit pas forcément une vérité judiciaire de qualité. En effet, même si le litige aurait pu être plus justement tranché (au sens de la justesse des éléments juridiques et non de l'équité), l'autorité de la chose jugée empêchera d'obtenir une autre vérité judiciaire. Ainsi, au nom de la qualité du procès civil, la relativité de l'autorité de la chose jugée doit parfois s'imposer.

Ainsi, il convient de se demander quelle est la valeur actuelle en droit civil de l'autorité de la chose jugée et comment l'équilibrer avec sa nécessaire relativité, afin de satisfaire aux exigences de qualité et de bonne administration de la justice ?

Si la relativité de l'autorité de la chose jugée est de prime abord existante mais modérée dans ses conditions (I), c'est pour être renforcée dans ses effets (II).

I. La relativité modérée de l'autorité de la chose jugée dans ses conditions

L'autorité de la chose jugée est relative tout d'abord dans son domaine (A) concernant les éléments auxquels s'attache l'autorité de chose jugée. Puis, l'autorité de la chose jugée est relative quant à son étendue (B).

A. Le domaine relatif de l'autorité de la chose jugée

La relativité de l'autorité de la chose jugée se constate d'abord dans son domaine. Un domaine restreint d'acte bénéficiant de l'autorité de la chose jugée rend a fortiori cette dernière relative. Ce domaine relatif se voit tout au regard des actes revêtus de l'autorité de la chose jugée, que les éléments de la décision ayant autorité de la chose jugée.

En premier lieu, seuls certains actes sont revêtus de l'autorité de la chose jugée. L'article 480 du Code de procédure civile apporte de premières précisions. Il s'agit des jugements qui tranchent au principal, en tout ou partie, dans son dispositif ou les jugements qui statuent sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident. La jurisprudence est venue préciser que les jugements irréguliers

étaient également dotés de l'autorité de la chose jugée. Mais donc, à contrario, un bon nombre d'actes ne sont pas revêtus de cette caractéristique.

Depuis longtemps il a été décidé que les décisions gracieuses, parce qu'elles restent susceptibles d'être rapportées ou modifiées si les circonstances ont changé ne sont pas revêtues de l'autorité de la chose jugée (arrêt de la chambre civile en date du 25 octobre 1905 et arrêt du 6 avril 1994 rendu par la première chambre civile). Très nombreuses quantitativement, les mesures d'administration judiciaire ne sont pas non plus revêtus de l'autorité de la chose jugée. Probablement car ces dernières ne sont susceptibles d'aucun recours (article 537 du Code de procédure civile).

Si la liste est en réalité plus longue, il est intéressant de se pencher sur le mécanisme de la transaction (articles 2044 et suivants du code civil) qui permet à des parties de mettre fin à une contestation par un contrat.

Ainsi que l'ancien article 2052 du code civil précisait que "les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort", la loi du 18 novembre 2016 est venue réécrire l'article et supprimer la mention à l'autorité de la chose jugée. Elle fait désormais obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Si les conséquences restent les mêmes, la suppression des termes ne doit en réalité pas faire douter : il s'agit d'une correction bienvenue : seule la vérité judiciaire peut être dotée de cette attribut et non un accord en dehors du cadre judiciaire. Les actes revêtus de l'autorité de la chose jugée sont donc restreints : cette dernière est relative.

Ensuite, le domaine de l'autorité de la chose jugée est restreint en ce que seuls certains éléments de la décision auront cette attribut. Tout d'abord, il faut préciser que si les décisions statuant sur une fin de non-recours ont l'autorité de la chose jugée, cette dernière se limite au rejet de la fin de non-recours et ne s'étend pas au fond du litige (Cass, Civ3^e, 18 octobre 2018). La même idée se retrouve à l'article 794^{nouveau} du Code de procédure civile concernant la mise en état : les ordonnances du juge de la mise en état n'ont autorité de la chose jugée que pour les exceptions de procédure, fins de non-recours et incidents mettant fin à l'instance et le reste n'a pas autorité de chose jugée au principal. Par ailleurs, après des dissensions jurisprudentielles, la Cour de cassation réunie en assemblée plénière est venue dans un arrêt du 13 mars 2009, trancher un débat : "l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui fait l'objet d'un jugement

Concours : ENM - Concours n° 1 - 2020

Epreuve : Dissertation - droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



et un a été tranché dans son dispositif". Ainsi, seul le dispositif du jugement est revêtu de l'autorité de la chose jugée. Ce qui explique que les motifs, même s'ils sont le soutien nécessaire du dispositif, n'ont pas autorité de chose jugée (Cass., Civ 1^{re}, 8 juillet 1994).

Ainsi, la relativité de l'autorité de la chose jugée est avérée mais modérée dans son domaine. Par ailleurs, l'étendue de l'autorité de la chose jugée est également à modérer.

B. L'étendue relative de l'autorité de la chose jugée

L'autorité de la chose jugée est par ailleurs relative dans ses conditions au regard de l'étendue de cette dernière. En effet comme le précise l'article 1355 du Code civil cette dernière ne joue qu'en cas d'une triple identité : des parties, de la cause et de l'objet du litige.

Tout d'abord, il faut noter l'absence d'autorité de chose jugée à l'égard des tiers, cette dernière nécessitant pour jouer une identité des parties. Horsmis de rares exceptions comme par exemple celle prévue à l'article 324 du code civil en matière de filiation, l'identité des parties est une condition sine qua non du mécanisme de l'autorité de la chose jugée. Par ailleurs, il faut également que la demande soit entre les mêmes parties et formée pour elles au contre elles en la même qualité. Cela vient d'autant restreindre l'applicabilité de l'autorité de chose jugée. Dans un arrêt du 11 septembre 2019, la chambre commerciale de la Cour de cassation est venue rappeler que si le jugement n'a pas autorité de chose jugée à l'égard des tiers, il leur est cependant opposable.

Par ailleurs, l'autorité de la chose jugée a toutefois été renforcée par l'affirmation du principe de concentration des moyens (identité de cause) par l'assemblée plénière de la Cour de cassation dans un arrêt en date du 7 juillet 2006. En effet, si une partie invoque un fondement juridique qu'elle s'était abstenu de soulever auparavant l'autorité de la chose jugée s'applique. Dès lors, la notion renforcée impose au demandeur de présenter dès l'instance relative à la première demande, l'ensemble des moyens qu'il estime de nature à fonder celle-ci. Pour autant des circonstances nouvelles (même si leur appréciation est restreinte) peuvent légitimer des moyens nouveaux et l'autorité de chose jugée fera alors défaut.

Surtout, l'autorité de la chose jugée est relative dans son étendue en ce que la Cour de cassation concernant l'identité des demandes a refusé le principe de concentration des demandes. Le demandeur n'est pas tenu de présenter dans la même instance toutes les demandes fondées sur les mêmes faits (Cass., Civ 2°, 26 mai 2011 ; Cass, Civ 1°, 12 mai 2016). Dans un arrêt du 27 juin 2019, la deuxième chambre civile de la Cour de Cassation a jugé que des requêtes identiques de récusation portant sur des procédures distinctes ne sont pas irrecevables.

Ainsi, la relativité de l'autorité de la chose jugée est modérée dans ses conditions mais tout de même présente, le législateur et le juge civil ayant su contraindre d'un équilibre entre les différents intérêts en présence. A côté, quant aux effets de l'autorité de la chose jugée, sa relativité y est renforcée.

II. La relativité renforcée de l'autorité de la chose jugée dans ses effets

Quant aux effets de l'autorité de la chose jugée, sa relativité est plus conséquente. Cela se constate tant dans les atteintes qu'elle connaît (A), que dans sa valeur qui est relative (B).

A. Les atteintes subies par l'autorité de la chose jugée renforçant sa relativité

Même applicable, voire appliquée un temps, l'autorité de la chose jugée connaît des dérogations et subit des atteintes. On distingue alors des atteintes traditionnelles et une atteinte nouvelle : la pourvoi en réexamen.

De manière traditionnelle, l'autorité de la chose n'empêche pas des retraits minimes du jugement. Ainsi, l'article 481 permet au juge d'interpréter ou de rectifier, en cas d'erreurs matérielles, le jugement. Surtout, il autorise au juge de rétracter sa décision en cas d'opposition, de tierce-opposition ou de recours en révision. Si les deux premiers constituent des voies de recours, le recours en révision, régit aux articles 593 et suivants du Code de procédure civile et plus spécifique. En effet, il permet de rétracter un jugement passé en force de chose jugée, c'est-à-dire susceptible d'aucun recours. Ce qui signifie donc en quelques sortes de porter atteinte à l'autorité de chose jugée dont il bénéficiait. En réalité toute fois, le recours en révision est particulièrement fermé. Il s'agit donc d'une atteinte mineure à l'autorité de la chose jugée : pour des raisons de fraude notamment. Cette relativité de l'autorité de la chose jugée bénéficie donc à la qualité de la vérité judiciaire et renforce donc de manière plus globale l'autorité de la chose jugée.

Toutefois, on ne peut pas dire la même chose de la procédure de réexamen en matière civile, introduite par la loi du 18 novembre 2016 aux articles L. 452-1 et suivants du Code de l'organisation judiciaire. En effet, une décision civile définitive rendue en matière d'état des personnes peut faire l'objet de cette procédure de réexamen, lorsqu'une décision de la CEDH constate une violation à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et que les conséquences dommageables pour la partie ne sont pas suffisamment prises en charge par la satisfaction équitable accordée par la CEDH. Si la cour de réexamen accepte la demande, la décision contestée se retrouve dès lors annulée. Cette procédure qui n'a uniquement pour objet que de satisfaire aux intérêts particuliers, certes d'une victime, remet très fortement en cause l'autorité de la chose jugée des décisions de justice.

Dès lors, les atteintes affectant l'autorité de la chose jugée dans ses effets renforcent sa relativité. Également, et en partie de ce fait, la valeur de l'autorité de la chose jugée s'en retrouve affectée.

B. La valeur relative de l'autorité de la chose jugée

Lorsque la Cour de Cassation énonce que le moyen tiré de l'autorité de la chose jugée n'est pas d'ordre public et n'est donc recevable devant elle que si l'exception a été soulevée devant le juge du fond, on comprend quelle valeur est attribuée à l'autorité de la chose jugée en matière civile. Cette relativité s'observe tant dans l'ordre juridique interne que dans l'ordre juridique européen.

Il est important de se pencher sur l'autorité au civil de la chose jugée au pénal, pour comprendre la valeur relative de l'autorité de la chose jugée au civil par rapport à celle jugée au pénal. Sans revenir sur toute la notion, ce qui constituerait une dissertation à part entière, on peut éclaircir quelques points. Tout d'abord, contrairement à la matière civile, en pénal l'autorité de chose jugée s'étend aux motifs qui sont le soutien nécessaire du dispositif prononçant la décision (Cass, Civ 2e, 30 juin 2016). Malgré un détachement des fautes civile et pénale opéré par la loi du 10 juillet 2000 le pénal tient encore particulièrement le civil en l'état, diminuant ainsi la valeur de son autorité de chose jugée. Notamment, la décision de relaxe au pénal a une autorité toute particulière. Ainsi, dans un arrêt du 31 mai 2018 rendu par la deuxième chambre civile de la Cour de Cassation, la Haute Cour sanctionne les juges d'avoir considéré qu'à défaut d'exposé des motifs du jugement de relaxe il existait un contrat de travail et qu'il devait donc y avoir donc recouvrement des cotisations sociales : cela est impossible en cas de relaxe du chef de travail dissimulé. Dans l'ordre judiciaire interne comparé à l'ordre pénal, l'autorité de la chose jugée au civil est donc une valeur relative.

Enfin, l'autorité de la chose jugée connaît également une valeur relative concernant l'ordre juridique européen. Certes, dans un arrêt du 5 juillet 2017, la première chambre civile de la Cour de Cassation a énoncé que la décision de la CEDH condamnant la France n'a pas pour effet de remettre en cause l'autorité de chose jugée d'une

Concours section : 1er concours d'accès
Epreuve matière : Composition droit/procédure
N° Anonymat : QYHWE922 AB Nombre de pages : 12

17 / 20

Concours : ENM - Concours n°1 - 2020

Epreuve : Dissertation - droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



décision devenue irrévocable. Toutefois, si l'on cumule la procédure de réexamen et l'autorité de fait dont dispose notamment la CEDH, on ne peut que modérer la portée d'un tel arrêt. Par l'impulsion de la CEDH d'un droit d'accès au juge et à ce que sa cause soit entendue, la valeur de l'autorité de la chose jugée des décisions françaises se pose inmanquablement.

Ainsi, un équilibre peine à s'établir entre une autorité de la chose jugée forte et une relativité pratique de cette notion. Son avenir ne semble pas aller vers un renforcement.

N°
9/9

Nº

.../...

N°

.../...